

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE

A/C.4/L.1115  
19 novembre 1975  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session  
QUATRIEME COMMISSION  
Point 23 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS  
ET AUX PEUPLES COLONIAUX

QUESTION DES NOUVELLES-HEBRIDES, DE PITCAIRN ET DE TUVALU

Fidji, Ghana, Kenya, Malaisie, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone,  
Somalie et Zambie : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question des Nouvelles-Hébrides, de Pitcairn et de Tuvalu 1/,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 2/,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions prises par l'Organisation des Nations Unies au sujet des territoires susmentionnés, en particulier ses résolutions 3288 (XXIX) et 3290 (XXIX) du 13 décembre 1974,

Ayant entendu la déclaration du représentant du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en qualité de Puissance administrante, relative à l'évolution de la situation dans lesdits territoires 3/,

1/ A la suite du référendum organisé dans les îles Gilbert et Ellice en août et septembre 1974, auquel la Mission de visite de l'Organisation des Nations Unies dans les îles Gilbert et Ellice, en 1974, a assisté en qualité d'observateur, les îles Ellice se sont séparées du territoire des îles Gilbert et Ellice le 1er octobre 1975 et ont pris le nom de Tuvalu (voir A/C.4/786).

2/ A/10023/Add.7, chap. XVIII et XXI, et A/10023 (Deuxième partie), chap. IV.

3/ A/C.4/SR.2166.

Notant que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord reste prêt à accorder l'indépendance aux peuples des territoires qui sont placés sous son administration sur la base de leurs vœux et aspirations explicites à cet égard et que sa politique déclarée est d'encourager le développement d'institutions politiques libres et démocratiques dans ces territoires,

Rappelant le rapport de la Mission de visite de l'Organisation des Nations Unies envoyée dans les îles Gilbert et Ellice en 1974 4/ et prenant note avec satisfaction des mesures prises en application des recommandations pertinentes de la Mission de visite,

Consciente de la nécessité de progresser plus rapidement vers une application intégrale de la Déclaration en ce qui concerne les territoires susmentionnés,

Ayant présents à l'esprit les résultats constructifs obtenus grâce aux missions de visite qui se sont rendues précédemment dans des territoires coloniaux et réitérant sa conviction que l'envoi de semblables missions de visite est essentiel pour obtenir directement des renseignements adéquats sur les conditions qui règnent dans ces territoires ainsi que sur les vœux, les vœux et les aspirations de leurs peuples quant à leur futur statut,

Déplorant vivement le refus persistant du Gouvernement français, en violation des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, de coopérer avec le Comité spécial à l'examen par celui-ci du territoire des Nouvelles-Hébrides,

Profondément préoccupée par la poursuite des essais d'armes nucléaires dans le Pacifique sud, au mépris de la vive opposition exprimée par les populations du Pacifique sud, y compris celles des territoires non autonomes de la région, et de la préoccupation exprimée dans la résolution 3290 (XXIX),

Consciente de la situation géographique et des conditions économiques particulières des territoires considérés et soulignant la nécessité prioritaire de diversifier leur économie, afin de réduire leur dépendance à l'égard d'activités économiques fluctuantes,

1. Approuve les chapitres du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatifs aux Nouvelles-Hébrides, à Pitcairn et à Tuvalu 5/;

2. Réaffirme le droit inaliénable des peuples de ces territoires à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

---

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément No 23 (A/9623/Rev.1), chap. XXI, annexe I.

5/ A/10023/Add.7, chap. XVIII et XXI.

3. Réaffirme sa conviction que les questions de superficie, d'isolement géographique et de ressources limitées ne doivent retarder en aucune façon l'application de la Déclaration aux territoires intéressés;

4. Prie les puissances administrantes de continuer de prendre des mesures en vue d'accélérer la décolonisation de ces territoires conformément aux recommandations pertinentes du Comité spécial, y compris en particulier les observations connexes de la Mission de visite de l'Organisation des Nations Unies envoyée dans les îles Gilbert et Ellice en 1974;

5. Prie les puissances administrantes de prendre toutes les mesures appropriées en vue de renforcer l'économie des Nouvelles-Hébrides, de Pitcairn et de Tuvalu et d'élaborer des programmes concrets d'assistance et de développement économique pour ces territoires;

6. Prie les puissances administrantes de continuer à demander l'aide des institutions spécialisées et des organismes des Nations Unies en vue d'accélérer les progrès dans tous les secteurs de la vie nationale de ces territoires;

7. Demande au Gouvernement français, en tant que Puissance administrante, de participer aux travaux pertinents du Comité spécial concernant le territoire des Nouvelles-Hébrides et, en particulier, de faire rapport au Comité spécial sur l'application de la présente résolution;

8. Se félicite de l'attitude positive du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en ce qui concerne l'accueil des missions de visite de l'Organisation des Nations Unies dans les territoires qu'il administre, et demande au Gouvernement français de reconsidérer son attitude concernant l'accueil des missions de visite de l'Organisation des Nations Unies et de permettre à une de ces missions l'accès au territoire des Nouvelles-Hébrides;

9. Réaffirme sa profonde préoccupation devant la poursuite des essais d'armes nucléaires dans le Pacifique sud, au mépris de la vive opposition manifestée par les populations du Pacifique sud, y compris celles des territoires non autonomes de la région, et de la préoccupation exprimée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3290 (XXIX);

10. Prie le Comité spécial de continuer à rechercher les moyens les plus appropriés pour appliquer la Déclaration en ce qui concerne les Nouvelles-Hébrides, Pitcairn et Tuvalu, y compris l'envoi éventuel de missions de visite en consultation avec les puissances administrantes intéressées, et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente et unième session, sur l'application de la présente résolution.

-----